



L'édito

Un parti exemplaire pour gagner 2012

Après la convention sur le nouveau modèle économique du mois dernier, avant celle sur les questions internationales, c'est sur le fonctionnement de notre parti et sur notre conception du pouvoir que portent aujourd'hui nos réflexions.

Le conseil national a adopté un texte qui s'appuie sur le travail fourni par Arnaud Montebourg en charge de la rénovation., c'est également le prolongement de la consultation militante du mois d'octobre 2009. En cela, les adhérents ont été entendus et leur vote sera non seulement respecté mais enfin mis en œuvre.

Deux thématiques sont au cœur de ce texte : les primaires en 2011 et le non-cumul des mandats. Les primaires sont un geste de confiance dans la société et d'ouverture à tous ceux qui espèrent une victoire de la gauche en 2012. Elles interviendront à l'automne 2011 après l'élaboration de notre projet et du contrat de législature qui sera proposé aux autres partis de gauche. D'ailleurs, les autres formations de gauche qui le souhaitent, pourront participer à ces primaires.

Le cumul des mandats : le Parti socialiste avait, dès 1985, été le premier à légiférer. L'exemplarité et la réalité doivent être conjuguées dans ce domaine. L'exemplarité, c'est de ne pas attendre la loi que la gauche au pouvoir fera voter avec celle sur le statut de l'élu, pour appliquer la limitation du cumul des mandats des parlementaires et des exécutifs locaux. La réalité, c'est de tenir compte, par des adaptations transitoires des enjeux locaux face à une droite qui ne s'exonérera pas de ces exigences tant qu'une loi ne l'y contraindra pas.

Le parti socialiste fait aujourd'hui preuve d'une responsabilité que chaque citoyen est en droit d'attendre de sa part. Un parti responsable, c'est aussi un parti qui ressemble à la société qu'il veut représenter. Ainsi, le PS réunira les conditions de l'égalité réelle d'accès aux responsabilités et aux mandats électifs. Cela se fera en inscrivant la parité intégrale dans toutes ses instances dans ses statuts et en réunissant les conditions indispensables à la représentativité de la diversité au sens le plus large.

Alors que nos concitoyens doivent affronter une crise sociale et une crise économique profonde, que le Parti socialiste a trouvé sa place de force d'opposition à une politique de droite destructrice, nos propositions créent les conditions d'une rénovation que l'on souhaiterait voir étendue à toute la gauche. En 2012, pour répondre aux légitimes attentes des Français plus qu'une alternance c'est une réelle alternative crédible, volontaire et exemplaire que nous leur proposerons, en commençant par appliquer dans le parti ce que nous leur proposons pour la société toute entière.

Thierry Burlot
1^{er} Secrétaire fédéral

Les retraites : un choix de société



Depuis 1993, la droite s'est attaquée aux retraites soi-disant pour régler la question de leur financement. Les allongements successifs de la durée de cotisation (Balladur 1993, Fillon 2003) n'ont en rien réglé la question du financement tout en organisant la baisse des pensions. N'oublions pas que 50 % des retraités perçoivent une retraite inférieure à 1050 euros nets, et 10 % d'entre eux sont au-dessous du seuil de pauvreté.

Le projet Sarkozy-Woerth fixe à 62 ans le droit au départ à la retraite, et un nouvel allongement de la durée de cotisation, sans pour autant assurer un équilibre du système qui nécessite la mobilisation de 45 milliards d'euros à l'horizon 2025, soit 1,7 point de PIB. Après tout, ce montant correspond aux baisses d'impôts pour les

plus riches décidées par la droite depuis deux ans. Par ailleurs, le taux de l'emploi sera décisif puisque le niveau d'emploi détermine le niveau des cotisations : un point de masse salariale supplémentaire représente 1,9 milliard de cotisations supplémentaires.

Face aux nouvelles attaques gouvernementales, nous proposons une réforme juste pour garantir le pouvoir d'achat des retraités aujourd'hui particulièrement menacé, pour améliorer les petites pensions et notamment celles des femmes lourdement pénalisées et pour prendre en compte la pénibilité (y compris en partant avant l'âge légal de départ à 60 ans qui doit être préservé).

Tout cela nécessite de mettre à contribution les revenus du capital. La droite hurle ! Logique, elle se refuse à remettre en cause le partage inégalitaire qui s'est instauré au profit du capital et au détriment du travail.

La droite attise la peur de l'avenir. Nous socialistes, faisons le choix inverse : celui d'une société qui rassure et redonne confiance aux jeunes, aux actifs, aux retraités.

“ N'oublions pas que 50 % des retraités perçoivent une retraite inférieure à 1050 € nets, et 10 % d'entre eux sont au-dessous du seuil de pauvreté. ”

Les femmes lourdement pénalisées par cette réforme



L'acte I de la Reconquête

“Pour un nouveau modèle de développement”

Samedi 29 mai dernier, quelque 500 délégués étaient rassemblés aux Docks de Paris à La Plaine-Saint-Denis pour ratifier le projet de société du Parti socialiste lors d'une Convention nationale sur un « nouveau modèle de développement économique, social et écologique ».

Un tournant ?

Une belle réunion qui a été marquée par l'approbation unanime du texte amendé par les fédérations. Est-ce un tournant ? Il est vrai qu'on s'était malheureusement habitué dans le débat public à entendre les petites phrases assassines de nos dirigeants socialistes... Mais là, la guérilla interne au sein du Parti semble s'éteindre, l'ambiance était même stupéfiante : unanimité, de vraies réflexions sur le monde que nous voulons construire pour demain ; j'ai été frappé par la qualité des interventions... Le Parti socialiste a donné l'image d'une formation apaisée.

Lancé par Martine AUBRY, lors de l'Université d'été de La Rochelle, les quatre conventions qui vont se dérouler cette année, ont vocation à préparer le Parti et à écrire les premières lignes de cette feuille de route qui doit nous conduire à 2012, en élaborant un projet politique fidèle à nos valeurs, avec une grande ambition et adapté aux réalités du monde d'aujourd'hui.

Signe de cette inflation de réflexion au sein du Parti, il y a eu 318 amendements au texte venant de 50 fédérations. « Nous posons cette première pierre de notre projet [...] pour l'alter-

nance en 2012 », a affirmé Harlem Désir, en ouverture de la convention. C'est « la première brique pour 2012, mais nous ne sommes pas au programme, même pas au projet, mais ce texte est le socle et la matrice du changement », assure l'artisan du projet, Pierre Moscovici. Il dit sa « fierté » d'un PS qui « se comporte en intellectuel collectif », pour élaborer ce texte « radicalement réformiste », loin d'« une synthèse molle ».

Adopté le 27 avril dernier à l'unanimité par le Conseil national, le texte a été entériné à 90 % par les adhérents (avec un taux de participation de 35 %).

“ Orienter la construction européenne dans un sens plus solidaire ”

Le projet

Le projet prône un modèle de production « plus sobre en ressources ». Sur l'Europe, nous voulons « orienter la construction européenne dans un sens plus solidaire », a affirmé Pierre Moscovici. Le texte insiste sur la régulation financière et la « révolution fiscale » à mettre en œuvre pour dégager de nouvelles ressources et tendre vers plus de justice. Du côté des valeurs, le texte oppose la « société du bien-être » à celle du « tout avoir ».

L'une des principales mesures du projet consiste à créer « un

pôle public d'investissement industriel », qui serait « financé massivement, mobilisable rapidement, décliné territorialement sous forme de fonds régionaux d'investissement, adossé à la Caisse des dépôts et consignations, à la Banque de France, à la Banque postale et à Oséo ». Les entreprises, à l'actionnariat desquelles ce pôle participerait, appartiendraient à des filières à privilégier : par exemple biotechnologies médicales, défense, éco-industrie, énergie, transport durable.

Une « sécurité sociale professionnelle » serait instaurée pour les salariés, avec un « » permettant de se former tout au long de sa vie professionnelle, et une hausse des salaires – dont le SMIC – fixée dans le cadre d'une échelle des rémunérations de 1 à 20 et d'une régulation au sommet (taxes sur les bonus).

Sur le plan fiscal, le PS propose notamment de fusionner l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée (CSG) afin de constituer « un seul impôt progressif, prélevé à la source ». La suppression du bouclier fiscal et d'une partie des niches fiscales et sociales est inscrit dans le texte tout comme la modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affec-

tation des bénéficiaires et enfin la mise en place d'une contribution climat-énergie.

Une osmose

À la tribune, les différents camarades ont salué un projet de société rassembleur, même Gérard Collomb, le maire de Lyon, se joint pour une fois au concert. Pour Pierre Moscovici, chargé de piloter la convention par Martine Aubry « Si nous sommes seulement dans l'idéal, nous ne sommes pas crus, si nous sommes seulement dans la réalité, nous ne sommes pas désirés », énonce-t-il, donnant ainsi le ton de l'exercice : « Trouver un équilibre entre ambition et crédibilité ».

Un « socle »

« C'est une belle journée qui a permis de fixer ce socle (...) autour d'un projet qui apporte des réponses aux souffrances des Français et surtout à leurs espérances », a affirmé Martine Aubry en clôturant la convention nationale. « Chacun a bien compris que nous devons collectivement porter ce projet », a-t-elle déclaré, estimant que le projet socialiste vise à « rendre confiance aux Français qui se tournent maintenant vers nous » car ils « n'ont plus confiance dans ce président qui a tant promis, dit une chose et fait le contraire le lendemain ». « Il faut que la gauche toute entière se retrouve et je suis convaincue qu'avec ce travail très collectif, nous saurons trouver, avec notre intelligence collective et avec l'aide des Français, dans les primaires, la ou le candidat qui pourra effectivement porter ce projet », a-t-elle expliqué. « Quand on se divise, c'est qu'il n'y a pas de travail et de projet collectif. Alors, ce sont les bals des égos qui jouent, les individus qui s'opposent ».

Profitant de la tribune, la Première secrétaire nationale a ainsi dit publiquement qu'elle ne considérerait pas la retraite à 60

en chiffres

- Les délégués de la fédération à la Convention nationale étaient Thierry Burlot et Anthony Sébille
- Les résultats du vote en Côtes d'Armor : 42,18 % de participation (1 304 adhérents) ; 92,27 % des adhérents ont adopté le texte (1,41 % ont voté contre et 6,32 % ceux sont abstenus).

ans comme un « dogme », mais comme « une affaire de justice ». Après la mise au point, la contre-attaque : « Si la droite en fait un outil idéologique (des 60 ans), quitte à sacrifier des millions de salariés, nous serons là, avec les syndicats » a poursuivi Martine Aubry. « Il faut ouvrir toutes les pistes de manière équilibrée », selon elle. « Nous voulons qu'on prenne en compte la démographie mais nous voulons qu'on le fasse de manière juste, en prenant en compte la pénibilité du travail, et nous voulons surtout qu'on aille chercher des ressources pour que la réponse soit durable et efficace ».

Une image qui ne vaut pas comparaison

Enfin, sur un sujet moins grave, revenons un instant sur la polémique que tente de faire naître à l'artillerie lourde, le gouvernement sur les propos de Martine Aubry qui a utilisé une image qui ne vaut pas comparaison. Martine Aubry n'a jamais prétendu que Nicolas Sarkozy était un escroc. Ce raccourci a été opéré par le gouvernement lui-même pour essayer de faire diversion. Le seul dérapage que l'on reconnaisse, c'est la sortie de route totale de la France en matière de dépense publique et de chômage. Étant donné la réaction, la formule a visiblement fait mouche, elle n'aurait pas pu faire rire.

Le Premier ministre ne trouve à communiquer que sur cette question-là au moment où le ministre du budget annonce la possible dégradation de la note de la France par les agences de notation, ce qui entraînerait une situation de tension sur la dette française. Les chiffres du chômage sont encore très mauvais et la situation de croissance l'est aussi. C'est une opération à gros sabots du gouvernement qui tente de faire diversion. Les Français ne sont pas très dupes de ce qui se passe. Il serait plus intéressant que le Premier ministre se prononce sur les propositions du gouvernement pour taxer les hauts revenus pour financer les retraites et ce que seront ses propositions définitives en matière de recul de l'âge légal ou sur l'allongement de la durée de cotisation.

Laurence Rossignol, secrétaire nationale à l'environnement, lors de la présentation du texte le 10 mai dernier

Anthony Sébille





Les militants ont répondu oui aux cinq questions de la consultation militante du 1^{er} octobre 2009

La rénovation...

La Rénovation du Parti Socialiste souhaitée par le vote des militants est présentée depuis le 1^{er} juin 2010 dans le rapport d'orientation élaboré par la commission de la rénovation présidée par Arnaud Montebourg, Secrétaire national à la rénovation, ce contenu sera à nouveau soumis à une nouvelle consultation dans le cadre de la deuxième convention le 24 juin 2010.

Notre parti Socialiste est l'organisation politique la plus ancienne en France parce qu'il est un parti réformiste, capable de convaincre la société qu'il veut la transformer et la faire progresser, à une condition que lui-même sache aussi se réformer dans les crises qu'il traverse.

La rénovation de notre parti est bien liée au changement social et politique de la société, pour l'activer il faut donc créer de nouvelles règles capables de transformer les pratiques de la gauche et de résoudre les problèmes relatifs à son absence d'unité.

Le chantier de cette rénovation comprend deux volets différenciés, celui des primaires destinées à affronter la prochaine élection présidentielle, et celui d'un nouveau parti socialiste, dans sa démocratie interne, dans son éthique, en luttant contre le cumul des mandats, en promouvant la parité, les diversités et le renouvellement générationnel.

LES PRIMAIRES... 1^{er} objectif

Elles ne sont pas qu'une opération de séduction du leader, elles sont une mise en mouvement de la société française, elles sont un pari ambitieux sur une participation des citoyens à un cercle plus élargi, il ne s'agit là ni plus, ni moins que de réaliser des objectifs d'une démocratie adulte, décrits par Pierre Mendès-France, déjà en 1962.

«La démocratie ne consiste pas à mettre épisodiquement un bulletin dans l'urne, à déléguer les pouvoirs à un ou plusieurs élus puis à se désintéresser, s'absentir, se taire pendant cinq ans. Elle est l'action continue du citoyen non seulement sur les affaires de l'État, mais sur celles de la région, de la commune, de la coopérative, de l'association, de la profession. Si cette présence vigilante ne se fait pas sentir, les gouvernements, les corps

organisés, les fonctionnaires, les élus, en butte aux pressions de toute sorte de groupes, sont abandonnés à leur propre faiblesse et cèdent bientôt, soit aux tentations de l'arbitraire, soit à la routine et aux droits acquis... La démocratie n'est efficace que si elle existe partout et en tout temps.»

Il faut :

Ouvrir les primaires aux citoyens sympathisants de gauche sous trois conditions :

- être inscrit sur les listes électorales,
- signer en forme d'émargement une déclaration sur l'honneur d'adhésion aux valeurs de la gauche,
- faire un don le jour de vote à la campagne des primaires.

Proposer l'ouverture aux primaires aux candidatures et aux partis frères.

Mettre en œuvre l'organisation matérielle du vote, l'objectif est d'implanter sur tout le territoire entre 10 000 et 15 000 bureaux de vote.

Instaurer un calendrier, au plus tard à l'automne 2010, car la désignation devra être suivie d'une convention d'investiture et de rassemblement assurant le ralliement des vaincus au vainqueur, qui peut prendre l'allure d'un congrès.

Mettre en place les instances chargées d'organiser et d'arbitrer ces primaires : une Haute Autorité du Parti Socialiste (HAPS) qui garantira la sincérité du vote et qui, seule proclamera le résultat des scrutins et un Comité National d'Organisation des Primaires (CNO), comité qui sera décliné ensuite sur chaque département.

Enfin articuler les primaires ouvertes et le congrès des socialistes, tenir le congrès avant les primaires risquerait de transformer ce congrès en une première étape inutile. En tout état de cause il pourrait se tenir après les décisions du corps électoral à l'automne 2012.

“
La rénovation de notre parti est bien liée avec le changement social et politique de la société... ”

LE NOUVEAU PARTI SOCIALISTE... 2^e objectif

Comment transformer utilement les règles du parti socialiste afin de créer une nouvelle machine adaptée aux besoins d'unité et de rassemblement dont la gauche a besoin, tel est l'enjeu de ce nouveau parti socialiste proposé aux militants.

Il faut prioritairement concilier le respect du pluralisme des sensibilités s'exprimant à l'intérieur du parti (vote à la proportionnelle) et l'efficacité majoritaire (scrutin majoritaire), d'où la mise en place d'un calendrier des congrès qui fixera l'orientation et la direction du parti pour cinq ans dans un délai de six mois après le renouvellement présidentiel et législatif quinquennal.

En même temps il y aura une réforme de la composition de nos instances délibératives et exécutives, et la création de la HAPS chargée « de faire respecter les règles d'éthique et de droit s'imposant à tous les adhérents et disposant de moyens de les faire respecter ». Elle devra être totalement indépendante de la direction du parti ou des intérêts de courants à l'intérieur du parti, elle n'interviendra qu'en dernier ressort.



Medhi Ouraoui, secrétaire national adjoint à la coordination, lors de la présentation du texte sur la rénovation le 12 juin.

Le vote des militants le 1^{er} octobre 2010 s'est exprimé également :

- **Pour le non-cumul des mandats parlementaires** avec une présidence d'exécutif local ou la participation à un exécutif. Tout candidat au renouvellement de son mandat de parlementaire devrait donc pour obtenir l'investiture du parti, s'engager à renoncer au mandat détenu dans la direction d'un exécutif local quel qu'il soit.
- **Pour la limitation à trois des mandats successifs des présidents d'exécutifs locaux.**

Enfin le rapport souligne qu'il faut oser des réels bouleversements.

Sept propositions sont définies :

- **Un vaste mouvement** de renouvellement et de diversification dans nos recrutements.

- **Une refonte et un assouplissement** des procédures de votes internes afin de réussir le renouvellement générationnel et la diversité sociale.

- **L'affichage d'une parité réelle**, au moins 40 % de députées élues en 2012, il n'est plus acceptable que le PS paie l'amende légale pour échapper

à l'application de la loi, il faudra donc réserver à des femmes socialistes des circonscriptions gagnables.

- **La création d'un nouveau système bonus-malus** pour les fédérations dans le cadre des élections locales. (Cette proposition ne fait pas l'unanimité de la commission de rénovation).

- **Le repérage de nouveaux talents**, issus de la diversité dès 2010, grâce à la mise en place d'une nouvelle commission spéciale « législatives 2012 » en dialogue avec les fédérations.

- **L'inscription des candidats dans le paysage politique local** par un nouveau système de parrainage, par les élus, des candidats investis par le parti.

- **La mise en place d'une nouvelle école de formation du parti** et de session de formation obligatoire pour les nouveaux candidats.

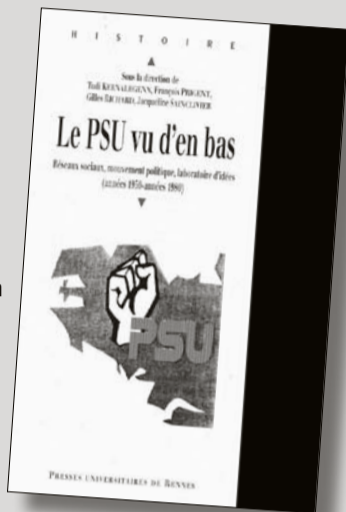
Avec cette rénovation, nous affirmons notre mission d'avant-garde démocratique pour mettre en place « la démocratie jusqu'au bout » comme le demandait Jaurès.

Renée Mazéo

Le PSU vu d'en bas

« Il y a un demi siècle, le 7 avril 1960, naissait le Parti socialiste unifié (PSU), dont les derniers militants prononcèrent la dissolution trente ans plus tard, le 7 avril 1990. Structure partisane éphémère et hétéroclite, traversée par des tendances complexes et éclatées, le PSU a participé au renouvellement en profondeur de la gauche, au plan idéologique comme dans l'enracinement de ses réseaux militants.

Un livre à ne pas manquer, en dépôt vente à la Fédération (18 €)



Ce parti charnière a oscillé entre l'extrême gauche et la gauche de gouvernement, mêlant milieux laïques et filières catholiques de gauche. Il a été également une formidable école de formation pour deux générations de militants de gauche, imprégnées par ce mouvement politique atypique. Lieu de débats et de transferts de militants, le PSU est régulièrement assimilé dans les recherches universitaires comme dans les mémoires collectives à un laboratoire d'idées, ayant aussi investi le terrain des luttes sociales lors des mobilisations de 1968. Elaborant des réflexions politiques qui confrontaient des thèmes modernes pour la gauche française, le PSU a occupé une place à part dans le champ politique en raison du contraste entre son échec électoral global, son impact intellectuel et son influence matricielle. Dans cette perspective, l'apport du PSU est indéniable dans le dépassement de l'opposition séculaire entre la gauche laïque et la mouvance catholique progressiste. »

RÉNOVATION

Samedi 3 juillet Convention nationale

INTERNATIONAL

Mardi 7 sept. Conseil national
Jeudi 30 sept. Votes en section
Samedi 9 oct. Convention nationale

ÉGALITÉ RÉELLE

Mardi 9 nov. Conseil national
Jeudi 2 déc. Votes en section
Samedi 11 déc. Convention nationale

Le combat

Mensuel d'information de la Fédération des Côtes d'Armor du Parti socialiste - N° CPPAP en cours.

FÉDÉRATION DES CÔTES D'ARMOR DU PARTI SOCIALISTE
26 rue du Maréchal Foch
BP 4406 - 22044 - Saint-Brieuc cedex 2
www.ps22.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Vincent Le Meaux
RÉDACTEUR EN CHEF : Cyrille Thiriot - COMITÉ DE RÉDACTION :
Eric Bothorel, Anthony Sébille, Renée Mazéo,
Gérard Rouxel, Jean-Marie Benier.
CRÉATION-EXÉCUTION-RÉALISATION : Cyan 100
IMPRESSION : Imprimerie Jacq



Le non-cumul des mandats : vous avez dit rénovation

Depuis l'Université de la Rochelle, Martine Aubry a lancé la Rénovation du Parti Socialiste. Espérons que cela ne soit pas un vœu pieux.

La convention nationale du 29 mai a adopté le projet du nouveau modèle de développement économique, social et écologique. Il nous semble être la base pour notre projet présidentiel.

Le même processus va être suivi dans les semaines prochaines concernant la politique étrangère.



Enfin nous voilà à réfléchir et à conceptualiser. En effet depuis trop longtemps, nous sentions, nous, militants, un grand vide. Vide d'autant plus paradoxal, que le parti, sous François Hollande, a beaucoup travaillé. Mais tout cela ne s'articulait pas. Aujourd'hui nous avons la sensation qu'un projet crédible et mobilisateur peut emporter le choix des français.

Car la prise du pouvoir est bien notre objectif. Les militants du MJS souhaitent autant que leurs aînés, la victoire de la gauche en 2012. Et la victoire de la gauche passe par un PS qui soit fort. Au diable le pluralisme quand il s'agit de faire jouer sa partition sans intérêt collectif. Et je parle bien de nos partenaires de gauche. Nous devons travailler ensemble, mais je souhaite que le PS soit le plus haut possible. Sans cela, la victoire n'est pas possible.

Mais pour cela, il faut que le PS soit exemplaire. Nous ne pouvons pas demander aux Français de voter pour nous s'ils ont la sensation que le Parti Socialiste n'a pour objectif que de reconduire toujours les mêmes. La gestion des collectivités, comme la gestion d'un pays, peut paraître auprès des électeurs, comme repoussant, car ils nous

voient comme une caste qui veut le pouvoir pour le pouvoir. Mais il faut bien reconnaître qu'à la question, « est-ce que la politique, c'est un métier ? » certains d'entre nous ont déjà répondu. Nous sommes dans un système représentatif. Si c'est toujours les mêmes qui représentent, nous voilà confronter à un problème.

Il faut évidemment du renouvellement. Il n'est pas normal de voir à l'Assemblée ou dans les collectivités toujours les mêmes personnes.

Pour notre part, nous appelons à la limitation des mandats dans le temps, de sorte qu'un maire, un conseiller général, un conseiller régional, un député, ne peut exercer plus de trois mandats.

Par ailleurs, nous nous prononçons pour le non-cumul des mandats, tel que définit lors du vote des militants. À cela nous rajoutons que nous nous prononçons pour le mandat unique concernant la députation. Concernant le Sénat, les orientations tranchées par les militants du Parti Socialiste nous conviennent dans le sens où nous souhaitons que le Sénat devienne réellement

l'assemblée des territoires dans une république décentralisée. Un mandat d'élu local, sans fonction exécutive, ne nous paraît pas incompatible avec le mandat de Sénateur.

« Oui mais il est bien qu'un Député ou un Sénateur ait un autre mandat pour ne pas perdre pied avec la réalité ». Et bien il n'a qu'à aller travailler dans une usine, boire un café ou une bière dans un bar et être au contact de « la réalité ». Sérieusement ! avec de tels raisonnements, les Français nous considèrent toujours comme une caste. Alors que l'on doit leur dire : « prenez le pouvoir ». Car la politique est l'affaire de tous.

L'objectif de cette réforme est de créer les conditions du renouvellement de la classe politique, de moderniser les pratiques politiques et de renforcer l'efficacité, entre autre, de nos députés en leur permettant de se consacrer pleinement à la fonction législative. Elle s'inscrit dans une réflexion plus globale sur l'éthique politique et la réforme des institutions destinée à renforcer la confiance entre les citoyens et leurs représentants élus.

Le MJS

Amendement Le Fur : nos élus se mobilisent contre.

Amendement Le Fur : un double langage étonnant

Ronan Kerdraon, Sénateur des Côtes d'Armor, demande le retrait de l'amendement du député Marc Le Fur qui prévoit de relever le seuil d'autorisation administrative pour les porcheries de 450 à 2 000 places

Cette mesure, sans doute fortement influencée par quelques intérêts économiques locaux, constitue une véritable provocation, à l'heure où les marées vertes envahissent les plages des Côtes d'Armor. Comme à son habitude, M. Le Fur pratique un double langage pour le moins étonnant.

Il y a quelques semaines, il votait le Grenelle de l'Environnement à l'Assemblée Nationale, non sans préciser que l'Etat n'avait « pas le droit d'ignorer la situation et de jouer la politique de l'autruche » au sujet des marées vertes.

Aujourd'hui, il renie ses engagements en faisant voter une mesure dont les impacts sur la qualité des eaux et sur la prolifération des algues vertes seront forcément négatifs.

Au-delà des conséquences écologiques de cette mesure, c'est la vision qu'a M. Le Fur de l'agriculture, reposant sur le tout quantitatif et sur la concentration maximale de la production, qui est révolue. Les crises successives qui traversent l'ensemble des filières agricoles en sont, malheureusement, la preuve la plus flagrante.

Amendement Le Fur

Chaque jour qui passe la droite effeuille les principes du Grenelle. Ainsi, le 16 juin, lors de l'examen en commission de la loi de modernisation agricole et de la Pêche (LMAP), la majorité UMP, emmenée par le député Le Fur, a décidé de relever considérablement le seuil au-delà duquel une autorisation est nécessaire pour implanter un élevage intensif.

Je me suis exprimée longuement et avec force en commission contre cet amendement hors sujet et dangereux.

Le débat en séance publique commencera fin juin et nous demanderons la suppression de cette disposition.

La majorité UMP prend ainsi le risque de relancer la controverse autour du difficile dossier des algues vertes et de rendre impossible la conciliation nécessaire entre l'intérêt des agriculteurs et la protection de l'environnement.

Corinne Erhel
Députée PS des Côtes d'Armor
Conseillère Régionale de Bretagne

Contre l'avis du Ministre de l'Agriculture, les députés UMP bretons ont déposé un amendement, dans le cadre du débat sur la loi de modernisation agricole, qui vise à dispenser de demande d'autorisation préalable les plus grosses exploitations porcines et avicoles. En choisissant ainsi de s'aligner sur les critères européens les plus libéraux, les députés UMP font le choix de l'harmonisation par le bas. Ils établissent une confusion regrettable entre l'indispensable allègement administratif et une augmentation des capacités très contestable.

Cet amendement est à la fois démagogique et dangereux. Démagogique car, si les distorsions de concurrence sont réelles, elles ne se règlent pas à coup d'amendements sauvages. Les agriculteurs attendent plutôt une véritable politique de régulation et de prix au service d'un projet économiquement viable et écologiquement durable. Ce dont il est question aujourd'hui, c'est de pouvoir vivre de son travail. Or, l'histoire nous a démontré que le volume ne fait pas le revenu, que la concentration ne résout rien. Dangereux car il est de nature à casser la recherche d'un consensus au niveau régional, permettant de dépasser les clivages antérieurs et de faire du travail initié sur les algues vertes, le laboratoire d'une nouvelle dynamique agricole régionale.

Depuis l'été dernier en effet, une prise de conscience collective nous permet d'espérer que ce problème soit enfin pris en charge. Une volonté commune des agriculteurs, de l'Etat, des collectivités, des associations, des citoyens, est en train de se concrétiser dans le but d'aboutir à cette nouvelle alliance équilibrée entre la Bretagne et son agriculture. Un tel amendement, initié à la hussarde, risque d'aboutir à une explosion de cet accord encore fragile.

Jean-Yves Le Drian, Président du Conseil régional de Bretagne, demande donc solennellement le retrait de cet amendement, et en appelle à la responsabilité de chacun sur cette question majeure pour l'avenir de la Bretagne. En ce qui le concerne, il saura assumer ses propres responsabilités, le cas échéant, en restant fidèle à ses engagements et au mandat que lui ont confié les Bretonnes et les Bretons.